

Demande du PDC et de la Ville

Genève doit accueillir les réfugiés afghans

Alors que le Grand Conseil est saisi de ce sens, le Conseil fédéral décide qu'il est urgent d'attendre.

Eric Budry

Le Conseil fédéral a annoncé mercredi que «la Suisse ne prévoit pas pour l'instant de faire venir directement en Suisse un grand nombre de personnes d'Afghanistan». Seuls les Afghans employés par Berne et leurs familles seront accueillis dans notre pays. En clair, tant pour les demandes de permis humanitaires que pour les regroupements familiaux, c'est la procédure ordinaire qui sera appliquée. Il n'est pas question de prévoir, «pour l'instant», un contingent spécial pour cette situation spécifique. La mise au point fait bondir la députée PDC Delphine Bachmann qui vient de déposer, avec son collègue Sébastien Desfayes, une motion devant le Grand Conseil allant exactement dans le sens inverse.

«Je déplore que le Conseil fédéral n'ait pas voulu entrer en matière, c'est irresponsable de ne rien faire, réagit Delphine Bachmann, par ailleurs présidente du PDC genevois. Il se cache derrière le flou de la situation sur place, mais chacun sait que cela va concerner des milliers de personnes. La Suisse oublie sa vocation humanitaire et ferme les yeux sur un conflit majeur et sur les atteintes aux droits humains auxquelles on va assister. En tant que femme, je suis choquée. Mais nous ne perdons pas espoir, c'est le moment de mettre la pression sur les autorités fédérales, comme le demande notre motion.»

Un nombre à déterminer

La motion PDC, qui pourrait être débattue si l'urgence est acceptée lors de la prochaine session du Grand Conseil les 2 et 3 septembre, demande trois choses. Premièrement, d'accueillir en Suisse un contingent de réfugiés afghans, «en particulier des femmes et des filles», dont l'importance serait à définir par le biais d'une négociation au niveau international. Rappelons que le Parti socialiste suisse a demandé il y a quelques jours l'accueil de 10'000 réfugiés afghans.

Deuxièmement, le parti souhaite que le Conseil fédéral autorise



Une manifestation rassemblant 300 personnes s'est tenue mardi sur la place des Nations, à Genève, pour dénoncer la prise de pouvoir des talibans. MARTIAL TREZZINI/KEYSTONE

Une mystérieuse organisation basée à Genève

● C'est une discrète organisation répondant au nom de «Ligue des savants du Maghreb arabe». Proche des talibans, elle s'est félicitée dimanche du changement de régime en Afghanistan. Fondée en Turquie en 2013, l'association est enregistrée à Genève, comme l'a révélé mercredi la version alémanique de «20 minutes».

La «Ligue» est ainsi inscrite au Registre du commerce depuis 2014. Son comité directeur est composé de trois personnes. L'une d'entre elles - le secrétaire - est un Tunisien disposant d'une adresse à Lancy. L'organisation

est, quant à elle, domiciliée au 11, rue de Cornavin. Cependant, son nom ne figure sur aucune boîte aux lettres de cet imposant immeuble situé face au magasin Manor, dans le quartier de Saint-Gervais. Dans ses statuts, l'association ambitionne notamment de «promouvoir les valeurs éthiques et morales de l'islam».

Pour certains observateurs, Genève servirait surtout de base arrière commode, notamment en matière d'opérations financières. «De telles organisations radicalisées ont besoin d'une adresse postale et d'un compte en banque pour gérer leurs flux

financiers», explique Kacem El Ghazzali, écrivain et militant en faveur des droits humains, interrogé par «20 minutes». Des services plus facilement accessibles en Suisse que dans les pays du Maghreb, où les «contrôles sont plus rigoureux», selon lui.

Le président de la Ligue des savants du Maghreb arabe est une figure du mouvement salafite. Il s'agit du cheikh Hassan El Kettani. Le site indépendant marocain «Le Desk» rappelle que ce dernier avait été condamné à 20 ans de prison suite aux attentats de 2003 à Casablanca. Réfutant toute implica-

tion, il avait été gracié en 2012 par le roi Mohammed VI. Dimanche, Hassan El Kettani a écrit sur Twitter: «Dieu est grand, merci beaucoup à Dieu qui a prolongé nos vies pour voir ce jour, et alors que nous pleurons il y a vingt ans pour la chute de l'Émirat islamique, nous pleurons aujourd'hui de joie à son retour.»

Interrogé sur les agissements de la «Ligue», le Département cantonal de la sécurité ne fait pas de commentaire, pas plus que le Service de renseignement de la Confédération.

Théo Allegrizza

le regroupement familial pour les proches des ressortissants afghans vivant en Suisse au moyen de visas humanitaire. Enfin, le Conseil d'État serait chargé de proposer à Berne que Genève prenne en charge, «en proportion de sa population et de ses moyens», les réfugiés afghans qui seraient attribués à la Suisse.

Si la motion a de bonnes chances de trouver une majorité parlementaire à Genève, c'est évidemment la Confédération qui décide in fine. C'est pourquoi le PDC - ou Le Centre au choix - interviendra également à Berne. Sur la même ligne que son parti cantonal, le conseiller national Vincent Maître entend avant tout plaider, contingent ou pas, afin que l'administration se montre moins rigide. «Il y a urgence, il faudra d'abord accueillir, et seulement ensuite regarder si le dossier est parfaitement en ordre. Tout formalisme excessif équivaudrait à de la non-assistance à personne en danger!»

L'élue fédérale ne sait pas encore quel outil parlementaire il utilisera, mais il souhaite quelque chose de suffisamment contraignant. Ce qu'il sait en revanche, c'est qu'il ne sera pas seul à évoquer le dossier. «Il y aura probablement une pluie d'interventions parlementaires pour la session de septembre», prédit-il.

La Ville au diapason

À noter que les soutiens genevois en faveur de l'accueil de réfugiés afghans se multiplient. Le Conseil administratif de la Ville de Genève appelle ainsi Berne «à agir immédiatement afin de permettre aux personnes en danger de bénéficier d'un accueil en Suisse via la délivrance de permis humanitaires». Et de proposer la mise en place d'une procédure facilitée permettant aux personnes souhaitant quitter l'Afghanistan de bénéficier, dans un premier temps, d'un visa humanitaire.

«Il faut agir rapidement, écrit l'Exécutif communal dans son communiqué. En effet, des milliers de personnes se trouvent sous le joug de forces qui ne considèrent pas les femmes comme les égales des hommes, imposent la charia comme unique loi, ne respectent pas les minorités religieuses et menacent l'équilibre d'une région stratégique du monde. La Suisse, fière de sa tradition d'accueil, pays siège de nombreuses organisations internationales et berceau de la Croix-Rouge, ne peut rester les bras croisés alors qu'un drame effroyable se joue en Afghanistan.»

Les gares CEVA peuvent et doivent faire mieux

Léman Express L'Association transports et environnement publie un sondage et suggère des améliorations dans les nouvelles stations.

Le panneau est si petit et lointain qu'on doit s'approcher pour le lire, parfois il n'y en a pas, l'emplacement de l'ascenseur force à faire un détour, l'escalator est étroit et manque à la descente et on ne sait pas où s'asseoir. Tels sont certains griefs concrets qui émanent d'un sondage sur le Léman Express que l'Association transports et environnement a publié mercredi. L'enquête, sans prétention scientifique, se base sur les réponses de 366 personnes. «L'objectif n'est pas de critiquer, mais de chercher des améliorations», explique Caro-

line Marti, présidente de l'ATE Genève.

Mis en service en décembre 2019, le réseau RER - qui emprunte les cinq nouvelles gares du CEVA - a connu un démarrage difficile. Alors que cet été encore les trains sont remplacés par des bus entre Genève et Coppet à cause de chantiers, on aurait pu s'attendre à une avalanche de critiques sur la qualité de la prestation ferroviaire. Or, il n'en est rien. La cadence des trains, les correspondances et les temps d'attente sont plutôt bien notés, malgré une minorité mécontente.

Améliorations aisées

Le diable se cache dans les détails, ou plutôt dans l'emballage de l'offre ferroviaire, qu'il s'agisse de l'intérieur des gares ou de leurs alentours. «Le manque de distributeurs, de

bancs ou d'abris contre la pluie est très critiqué, résume Caroline Marti. Pour les personnes à mobilité réduite, les longs cheminements vers les ascenseurs ou des discontinuités, comme des revêtements en gravier, posent des problèmes. Les améliorations que nous proposons, par exemple pour la signalisation, sont faciles à mettre en œuvre.»

«L'infrastructure fonctionne désormais bien et le Léman Express a trouvé ses voyageurs», poursuit Matthieu Jotterand, vice-président. Ce qui manque encore, c'est de créer autour des gares des pôles, des lieux de vie où on se sente bien.»

Eaux-Vives en tête

À ce dernier titre, Chêne-Bourg et Champel sont les haltes qui, selon le sondage, font le plus fi-

«L'objectif n'est pas de critiquer, mais de chercher des améliorations.»

Caroline Marti
Présidente de l'ATE Genève

gure de repoussoir. Malgré des critiques sur sa signalétique, la cohabitation difficile entre piétons et vélos vers l'arrêt de tram ou l'absence d'ascenseurs à la sortie côté Voie verte, les Eaux-Vives s'en tirent le mieux: cette gare reçoit la meilleure appréciation globale, avec le Bachet. Lancy-Pont-Rouge apparaît, elle, comme clivante, avec 42% d'avis positifs, 32% de négatifs et seulement 26% de couci-couça,

moins que les quatre autres sites examinés.

Pour l'ATE, l'exercice démontre qu'une consultation en amont pourrait éviter des déconvenues - une leçon à méditer pour les futures haltes prévues, comme à Châtelaine. La synthèse de l'enquête sera transmise aux autorités concernées, soit les CFF, l'État qui a réalisé trois interfaces et les communes concernées (la Ville a conçu les extérieurs à Champel et aux Eaux-Vives).

Bancs rétractables?

Réagissant à chaud, les CFF assurent sonder régulièrement leurs clients au sujet du Léman Express et tenter d'améliorer tout ce qui peut l'être. Selon nos informations, la question des bancs a été évoquée au sein d'une commission officielle genevoise. Des normes de sécurité

(largeur du quai, issues dégagées) empêchent la pose de sièges dans certaines haltes. Mais une étude est en cours sur des bancs rétractables.

L'État, lui, fait remarquer que les espaces publics de Chêne-Bourg et Pont-Rouge ne seront achevés qu'en 2023, alors que des quartiers se bâtissent encore à l'entour, et qu'un suivi des réalisations est effectué, avec des correctifs à la clé. Si l'Office de l'urbanisme découvre le bilan de l'ATE «avec intérêt», il met en garde contre les aspirations incompatibles: «On nous reproche des aménagements trop minéraux, mais quand on teste des matériaux perméables ou semi-perméables comme à Lancy-Bachet, on nous demande de mettre du bitume pour favoriser l'aspect roulant pour les vélos!» **Marc Moulin**